

## L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre-insurrection

Par **Élie Tenenbaum**

**Élie Tenenbaum**, diplômé de Sciences Po et agrégé d'histoire, est assistant de recherche au Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) et au Centre des études de sécurité de l'Ifri. Il est doctorant en histoire des relations internationales à Sciences Po (CERI).

Après l'échec du concept de *regime change* en Irak, la « contre-insurrection » a constitué depuis quelque temps le paradigme des opérations extérieures américaines. Elle obtient un certain succès en Irak, mais échoue en Afghanistan. La contre-insurrection a une histoire complexe dans les rivalités entre services des armées et exige une mobilisation de moyens, surtout humains, hors de portée des guerres limitées. La sortie d'Afghanistan marquera sans doute la fin du cycle de la contre-insurrection.

politique étrangère

Dans *Les Travaux et les jours*, Hésiode décrit la succession de plusieurs âges de l'humanité – or, argent, airain –, chacun ayant ses caractéristiques, ses enjeux et ses héros, mais partageant une identité commune. De même, la pensée stratégique semble évoluer par cycles, où chaque génération voit ressurgir des notions héritées du passé mais adaptées aux nouvelles perspectives. S'il est ainsi possible d'envisager le temps des guerres de libération nationale, dans les années 1960, comme l'âge d'or de la contre-insurrection américaine, la décennie d'interventions ayant suivi la fin de la guerre froide et les attentats du 11 septembre 2001 semble avoir engendré un « âge d'argent ».

Hissée en quelques années au rang de véritable paradigme stratégique des opérations extérieures américaines, la contre-insurrection proposait à la communauté internationale un narratif vertueux laissant espérer une sortie par le haut des différentes interventions déclenchées par les bouleversements internationaux du tournant du siècle. Or, cinq ans seulement après son introduction au plus fort de la crise irakienne, la stratégie de contre-insurrection semble désormais incapable de produire en Afghanistan les

succès attendus. Face au calendrier de retrait annoncé par Barack Obama en juin 2011 et au repli militaire apparent de l'Amérique sur tous les fronts de la guerre contre la terreur, il est désormais temps de tirer un premier bilan de l'expérience contre-insurrectionnelle. Il n'est pas question ici de décrire, comme cela a déjà été fait à de nombreuses reprises, les fondements et les possibilités de cette stratégie, ce qu'elle est ou devrait être. Il s'agit bien davantage de tirer les leçons de sa mise en pratique et de ses conséquences, tant politiques que stratégiques, pour l'Amérique et plus généralement le monde occidental.

### **La laborieuse renaissance de la contre-insurrection américaine**

Les interventions en Afghanistan et en Irak se sont initialement placées sous le sceau du *regime change*, concept politique et stratégique impliquant la déposition armée d'un régime hostile et son remplacement par un autre – idéalement démocratique et libéral – plus favorable aux intérêts occidentaux. Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur les origines intellectuelles et culturelles de cette notion. Les historiens et politologues américains ont déjà mis en avant différentes explications complémentaires : traumatisme du 11 septembre qui a désinhibé les positions interventionnistes dans un « effet Pearl Harbor » ; rejet par les républicains, et notamment les néoconservateurs<sup>1</sup>, de la posture internationale des années Bill Clinton, jugée trop timorée à l'égard des dictatures ; ou encore volonté de tirer parti des nouvelles marges de manœuvre dégagées par la fin de la guerre froide et le statut d'*hegemon* mondial<sup>2</sup>. Cette volonté démiurgique de « modeler » l'environnement international a largement dominé la « grande stratégie » de la phase ascendante de la guerre contre la terreur<sup>3</sup>.

Optimiste et ambitieux, la *regime change* trouvait son expression militaire idéale dans les théories de la « transformation » militaire, connues dans la décennie précédente sous le nom de révolution dans les affaires militaires (RAM). Développée par des théoriciens de l'*Airpower* tels John Arquilla, David Ronfeldt ou John Warden<sup>4</sup>, la transformation met l'accent sur une manœuvre aéroterrestre de haute intensité, ciblant au moyen des technologies de précision les centres de commandement du régime ennemi afin

1. Pour un bon exemple de l'interprétation néoconservatrice du *regime change*, lire N. Sharansky, *The Case for Democracy: The Power Of Freedom to Overcome Tyranny And Terror*, New York, PublicAffairs, 2006. L'ouvrage fut cité par George W. Bush et Condoleezza Rice comme l'une des sources d'inspiration de la politique étrangère américaine.

2. J. Mann, *The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*, New York, Penguin Books, 2004.

3. J. L. Gaddis, « A Grand Strategy of Transformation », *Foreign Policy*, n° 133, 2002, p. 50-57.

4. J. A. Warden, « The Enemy as a System », *Airpower Journal*, vol. 9, n° 1, 1995, p. 40-55 ; J. Arquilla et D. Ronfeldt (dir.), *In Athena's Camp: Preparing for Conflict in the Information Age*, Santa Monica, CA, Rand Corporation, 1997.

de le décapiter et de susciter son effondrement rapide. De par sa nature opérationnelle, elle pouvait apparaître au début des années 2000 comme le bras armé de la politique du *regime change*.

Bien qu'initialement couronnée de succès avec la chute rapide des Talibans et de Saddam Hussein, la combinaison *regime change*/transformation trouve tout aussi rapidement ses limites face à la violence inattendue des situations alors improprement qualifiées de « postconflit » – l'incapacité même des autorités américaines à parler d'insurrection avant 2005 montre au demeurant leur impréparation en la matière. C'est dans ce contexte qu'émerge la problématique de la contre-insurrection, née de l'absence du concept d'occupation dans le répertoire doctrinal américain. Ce dernier n'envisage que deux grands modes de conflictualité. Le modèle dit de haute intensité, appliqué initialement, s'épuise à déloger en vain des insurgés qui se dérobent au combat et dématérialisent leurs réseaux de commandement, se rendant ainsi invulnérables au *network centric warfare*. De plus, cette approche « kinétique », appliquée dans un contexte urbain, multiplie les dommages collatéraux et nourrit l'insurrection du ressentiment populaire qu'ils provoquent. À l'autre bout du spectre, les opérations de contingence, reléguées par la doctrine des années 1990 au rang de *Military Operations Other Than War* (MOOTW), renvoient en partie aux missions de maintien de la paix, dont le modèle s'avère vite inapplicable car développé pour des environnements dits « permissifs », où le niveau de violence permet une action plus sereine des forces armées<sup>5</sup>.

## La contre-insurrection renaît de ses cendres vietnamiennes

Comme souvent par le passé, l'échec – à défaut de défaite – stimule le processus d'adaptation opérationnelle des armées<sup>6</sup>. Sans que cela ait jamais été désiré par le haut commandement ni par les décideurs politiques, la contre-insurrection renaît peu à peu de ses cendres vietnamiennes. Bien qu'elle n'ait jamais été officiellement abandonnée par le Pentagone – un savoir-faire persistait, occasionnellement pratiqué dans l'Amérique centrale des années 1980 –, elle ne survivait *mezza voce* qu'en cachant son nom sous le terme de *Foreign Internal Defense* (FID) et en acceptant sa marginalisation par les doctrines Weinberger et Powell<sup>7</sup>. À nouveau engagés dans des guerres de choix, limitées et politiques, les États-Unis se trouvent naturellement ramenés à des stratégies reniées depuis des années.

5. R. Cassidy, *Peacekeeping in the Abyss: British and American Peacekeeping Doctrine and Practice after the Cold War*, Westport, CT, Praeger, 2004.

6. P. Vennesson (dir.), *Innovations et conduite du changement dans les armées : recueil du cycle 2000-2001 des conférences du C2SD*, Paris, C2SD, 2002, coll. « Les documents du C2SD ».

7. A. J. Bacevich, *The New American Militarism: How Americans are Seduced by War*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 41 et suivantes.

### La naissance d'une communauté

Réaction émanant à la fois d'une adaptation tactique de la part d'officiers américains en opération et d'une réflexion stratégique menée par les *think tanks*, la contre-insurrection émerge du chaos irakien à partir de 2004-2005<sup>8</sup>. Cette « communauté de la contre-insurrection », dont les membres sont vite baptisés *COINdinistas*<sup>9</sup>, se manifeste par quelques articles dans des publications spécialisées<sup>10</sup> et des *After Action Reports* de la région de Tall Afar, où le colonel Herbert R. McMaster, déjà auteur d'un ouvrage remarqué sur la guerre du Vietnam<sup>11</sup>, commande le 3<sup>rd</sup> *Armored Cavalry Regiment* en adoptant une approche de contre-insurrection communautaire qui se révèle efficace<sup>12</sup>. C'est aussi le moment où le général David Petraeus, également titulaire d'une thèse sur le Vietnam, et commandant de la 101<sup>e</sup> division aéroportée dans la région de Mossoul, est envoyé à Fort Leavenworth pour prendre la tête du processus de retour d'expérience et de la rédaction de la doctrine.

La combinaison de ces différents points de fuite, conjuguée à la détérioration de la situation en Irak, permet, au cours de l'année 2006, la consécration de la contre-insurrection par le Pentagone. La *Quadriennial Defense Review* (QDR) de 2006 réintègre la « guerre irrégulière », bannie des discours officiels depuis la fin de la guerre du Vietnam, au rang des missions primordiales des forces armées. Si les partisans de la COIN (pour *counterinsurgency*) regrettent la confusion entre contre-terrorisme et contre-insurrection, l'*US Army* voit dans la QDR 2006 une victoire importante, qui la sauve des périls budgétaires portés par le projet de transformation de Donald Rumsfeld dans la QDR 2001<sup>13</sup>. Sans pour autant valider la notion

8. S. Taillat, « Adaptation et apprentissage : les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue française de science politique*, vol. 58, n° 5, 2008, p. 773-793.

9. Ce surnom doit autant à la profonde conviction qui anime ces théoriciens qu'au caractère irrévérencieux de certains de leurs pamphlets – la blogosphère COIN (pour *counterinsurgency*) joue un rôle important dans la libération de la parole des officiers subalternes. Par-delà la forme renouvelée, les ressemblances sont parfois frappantes entre les *mavericks* d'aujourd'hui et ceux des années 1960, à l'âge d'or de la contre-insurrection. Pour en savoir plus, lire, parmi d'autres, D. Blaufarb, *The Counterinsurgency Era: US Doctrine and Performance, 1950 to the Present*, New York, Free Press, 1977.

10. Voir, pour les plus précoces et les plus influents, l'ouvrage de J. Nagl, *Learning to Eat Soup With a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago, University of Chicago Press, 2005 ; l'étude de S. Metz et R. Millen, *Insurgency and Counterinsurgency in the 21<sup>st</sup> Century: Reconceptualizing Threat and Response*, Carlisle Barracks, PA, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2004 ; ou encore l'article de D. Kilcullen, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n° 4, 2005.

11. H. R. McMaster, *Derelection of Duty: Lyndon Johnson, Robert McNamara, the Joint Chiefs of Staff and the Lies That Led to Vietnam*, New York, Harper Collins, 1997.

12. G. Packer, « The Lessons of Tal Afar: Is It Too Late for the Administration to Correct its Course in Iraq? », *Newyorker.com*, 10 avril 2006.

13. R. S. Dudney, « The QDR Has Landed, Sort Of », *Airforcemagazine.com*, 16 février 2006. Voir aussi É. de Durand, *Les Transformations de l'US Army*, Paris, Ifri, « Les Études de l'Ifri », n° 1, 2003.

*in extenso*, la QDR donne à l'Army les marges de manœuvre pour lancer le chantier. En décembre, la publication du *Field Manual (FM) No. 3-24 – Counterinsurgency*, sous la direction du général Petraeus, valide le retour de la contre-insurrection dans l'institution. Téléchargé près de 2 millions de fois dans les deux premiers mois qui suivent sa mise en ligne, ce véritable *best-seller* doctrinal a pour effet de codifier les enseignements des campagnes récentes, de transformer, au moins partiellement, la formation et la préparation tactique des unités avant leur déploiement, et enfin d'affecter directement la mise en œuvre de la stratégie en Irak, puisque D. Petraeus se voit promu dans la foulée commandant en chef des forces de la coalition<sup>14</sup>. Cette transition s'accompagne d'une évolution importante à l'échelon politique, avec l'arrivée au pouvoir d'un « clan réaliste »<sup>15</sup>, au premier rang duquel le secrétaire à la Défense Robert Gates, qui affirme haut et fort sa volonté de revoir à la baisse les objectifs démiurgiques de la démocratisation du Proche-Orient. En limitant ses objectifs à la stabilisation du gouvernement quelle que soit sa nature, la contre-insurrection vient donc à point nommé pour la nouvelle équipe, lui permettant de justifier l'envoi de troupes supplémentaires dans un gambit mémorable : le *surge*.

### *La COIN, paradigme stratégique dominant ?*

Le *surge* irakien, mené de front par R. Gates et D. Petraeus, donne à la contre-insurrection ses lettres de noblesse en même temps qu'il constitue son baptême du feu, permettant de sauver *in extremis* l'Administration de George W. Bush du fiasco que beaucoup lui prédisent à l'époque. Le succès, encore relatif en 2007, consacre le terme dans les milieux militaro-académiques à grand renfort de publications. En l'occurrence, la personnalité du général Petraeus semble faire corps avec le concept clé qui l'a porté. Nommé dès 2008 à la tête du Central Command (CENTCOM), il peut ainsi orienter la guerre contre la terreur dans la perspective d'une contre-insurrection globale, déjà théorisée par certains<sup>16</sup>. La nomination des généraux Raymond Odierno en Irak et Stanley McChrystal en Afghanistan, deux proches du « King David », confirme cet état de grâce, avant que ce dernier ne soit finalement choisi par Barack Obama en juin 2009 pour jouer le *right man in the right place* sur ce qui apparaît désormais le front principal de la guerre.

14. D. H. Ucko, « Les dilemmes de la doctrine de contre-insurrection américaine : répétition, pertinence et effet », in G.-H. Bricet des Vallons, *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris, Choiseul, 2010, p. 120-121.

15. Porté par le rapport de J. A. Baker et L. H. Hamilton (dir.), *The Iraq Study Group Report*, New York, Vintage, 2006.

16. D. Kilcullen, *op. cit.*

## Le modèle contre-insurrectionnel se diffuse chez les alliés

Le modèle contre-insurrectionnel semble tellement attractif qu'il se diffuse largement dans l'Alliance atlantique, amenant d'autres pays et d'autres traditions militaires à l'adopter à leur tour. Les Britanniques, héritiers d'une riche expérience historique en la matière, ne l'ont certes jamais abandonné : dès 2005, ils prennent même directement part à la réflexion américaine, se posant en principal « exemple à suivre »<sup>17</sup>. Certains alliés, comme le Canada, n'ont quant à eux pratiquement aucune mémoire organisationnelle de ce type d'opérations : entraînés dans l'aventure afghane par les États-Unis, ils finissent par se rallier à la COIN après avoir constaté l'échec des méthodes de *peacekeeping* auxquelles l'Organisation des Nations unies (ONU) les avait accoutumés<sup>18</sup>. D'autres encore, comme la France, sont amenés, sous l'impulsion américaine, à déterrer de vieilles doctrines, mises sous scellés politiques depuis la fin de la guerre d'Algérie<sup>19</sup>. Cette diffusion interalliée de la COIN vient encore renforcer son succès outre-Atlantique, attestant du même coup de la domination intellectuelle des États-Unis en matière de réflexion stratégique<sup>20</sup>.

De toute évidence, la *surge* propose un narratif vertueux qui permettait de remplacer celui, désormais obsolète, du *regime change*. Beaucoup plus qu'un répertoire tactique, la contre-insurrection vient alors prendre sa place auprès des outils d'une « grande stratégie » pour l'Amérique. Privé de cadre de pensée fixe depuis la fin de la guerre froide, le Pentagone est en permanence en quête d'un « paradigme stratégique dominant »<sup>21</sup> pouvant servir de matrice aux politiques de sécurité. Le *FM 3-24* est ainsi vite apparu à certains comme « à la fois une grille d'analyse du cadre conflictuel actuel de l'*Army-Marine Corps* et une véritable vision prospective de l'avenir »<sup>22</sup>. Prolongeant d'une certaine manière les conclusions de Rupert Smith sur l'« utilité de la force »<sup>23</sup>, nombreux sont les partisans de la contre-insurrection qui prônent alors la *COINization* des forces armées, tant dans leurs formats que dans leur équipement<sup>24</sup>. Le succès de cette nouvelle stratégie

17. N. Aylwin-Foster, « Changing the Army for Counterinsurgency Operations », *Military Review*, novembre-décembre 2005, p. 2-15. Le maigre bilan de la British Army à Bassora a néanmoins largement remis en cause cette attitude qui suscitait régulièrement l'agacement de leurs alliés américains.

18. S. Roussel (dir.), *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, Outremont (Québec), Athéna éditions, 2007. La nouvelle doctrine canadienne a été publiée en 2008 : Land Force, *Counter-Insurgency Operations*, B-GL-323-004/FP-003, OPI-DAD, 13 décembre 2008.

19. É. de Durand, « Francs-tireurs et Centurions. Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », Paris, Ifri, « Focus stratégique », n° 29, 2011.

20. V. Desportes, *Le Piège américain : pourquoi les États-Unis peuvent perdre les guerres d'aujourd'hui*, Paris, Economica, 2011.

21. P. Cornish, « The United States and Counterinsurgency: "Political First, Political Last, Political Always" », *International Affairs*, vol. 85, n° 1, 2009, p. 61-79.

22. B. McAllister Linn, « Doctrine and Vision for Today and Future », *Army*, vol. 57, n° 1, 2007, p. 80.

23. R. Smith, *L'Utilité de la force*, Paris, Economica, 2007.

24. K. J. Burgess, « Transformation and the Irregular Gap », *Military Review*, vol. 89, n° 6, 2009, p. 25-34.

offre à l'Army une arme de poids dans la guerre budgétaire que se livrent sans cesse les *services* à Washington. À l'apogée de l'ère de la contre-insurrection, une partie de l'establishment de l'Army s'est donc laissée séduire par le concept en en faisant l'une des clés du développement à venir, sous caution d'obtenir le succès escompté en Afghanistan.

### **La roche afghane est proche du Capitole**

La suprématie de la contre-insurrection fut pourtant de courte durée. Alors que le succès du *surge* afghan refuse de poindre à l'horizon de 2012, nombreux sont ceux qui commencent à douter de la validité, et surtout de la viabilité, de cette stratégie. En Afghanistan, le bilan militaire de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dans les années 2010-2011 n'est pas déshonorant : des progrès importants ont été faits dans le sud où l'effort principal a été porté (opération *Moshtarak* lancée en février 2010), ainsi qu'autour de l'anneau routier (*Highway One*) enserrant le « pays utile », désormais à peu près tenu. La politique de ciblage systématique visant à capturer, retourner ou éliminer les cadres politiques et militaires insurgés a produit d'indéniables résultats, engendrant une importante attrition dans les rangs talibans. Néanmoins, la persistance du sanctuaire pakistanais, l'incurie du gouvernement national et la faiblesse encore trop grande des forces de sécurité ne permettent toujours pas d'envisager une amélioration rapide de la situation. Le travail de *mentoring*, entamé par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dès 2004, mais dont les États-Unis n'ont perçu l'importance que tardivement, ne permet pas aujourd'hui un retrait serein des troupes occidentales, comme ce fut le cas en Irak : aucune opération d'envergure n'a pu, à ce jour, être conduite sous le commandement et le contrôle de l'armée nationale afghane (ANA). Mais au-delà de la simple situation politico-militaire afghane, la stratégie de contre-insurrection se heurte aujourd'hui à d'autres limites d'ordre plus général.

### *L'impossible conquête des « cœurs et des esprits »*

Le premier point marquant est la confusion conceptuelle qui a entouré la COIN, assimilée par beaucoup à l'idée de « conquête des cœurs et des esprits » – une approche psychologique qui n'est qu'une des voies de la contre-insurrection historique<sup>25</sup>. Si l'ensemble des écoles reconnaissent la centralité de la population et la nécessité de la séparer des insurgés, les tactiques pour y parvenir ne sauraient reposer uniquement sur un emploi

25. A. M. Exum, « Cœurs et esprits en Afghanistan : pourquoi la victoire se dérobe », *Politique étrangère*, n° 2, 2011, p. 293-304.

restreint du feu – intenable face à un adversaire agressif et aguerri – et sur une action psychologique – hasardeuse en l’absence de proximité culturelle forte, sans bonne connaissance du terrain humain et face à une population rustique traditionnellement hostile aux étrangers. La dimension coercitive de la pacification n’a été assumée que trop tardivement par des cadres militaires qui refusaient de « se salir les mains ». Enfin, l’unité d’effort civilo-militaire si souvent invoquée a largement échoué, du fait de la mauvaise coordination entre les différents organismes, de l’absence de gouvernance locale et d’un trop-plein d’argent déversé aux mauvais endroits et sans considération opérationnelle<sup>26</sup>.

Une autre grande difficulté tient à la mutation en profondeur d’une culture stratégique occidentale peu ou plus habituée à ce type d’opérations complexes, exigeant patience et implication politique de la part des militaires. Les qualités requises sont bien loin de celles mises en valeur par la culture traditionnelle de l’*US Army*, tournée vers la grande guerre et accordant un rôle clé à la technologie et à la puissance de feu. L’important rythme de rotation des unités sur le terrain et le manque de spécialistes de la région s’ajoutent aux difficultés inhérentes à une telle transition, même lorsqu’elle est appélée de ses vœux par le haut commandement<sup>27</sup>.

La COIN n’a d’ailleurs pas que des amis à Washington et a tôt fait de susciter la méfiance de certains milieux de la défense, qui se saisissent de chaque erreur « pour chercher à écarter l’apprentissage et retourner à des priorités plus conventionnelles<sup>28</sup> ». Ces détracteurs craignent de voir l’armée perdre ses capacités à opérer sur l’ensemble du spectre – l’échec d’Israël au Liban en 2006 ayant été perçu par certains comme une mise en garde contre une spécialisation trop poussée aux exigences de l’affrontement asymétrique<sup>29</sup>. Le colonel Gian Gentile s’est ainsi fait une spécialité de fustiger la COIN comme une dangereuse illusion, ne reposant que sur un *storytelling* de communicant, et menaçant l’*Army* dans ses capacités essentielles<sup>30</sup>.

D’autres, plus prosaïquement, redoutent de voir fondre les crédits alloués à leurs programmes d’armement pour cause de réorientation du

26. A. de Féligonde, « La coopération civile en Afghanistan. Une coûteuse illusion ? », Paris, Ifri, « Focus stratégique », n° 24, 2010.

27. J. S. Corum, « Rethinking US Army Counterinsurgency Doctrine », *Contemporary Security Policy*, vol. 28, n° 1, 2007, p. 129.

28. D. H. Ucko, *op. cit.*, p. 130.

29. D. E. Johnson, J. D. P. Moroney, R. Cliff, M. Wade Markel, L. Smallman et M. Spirtas, *Preparing and Training for the Full Spectrum of Military Challenges: Insights from the Experiences of China, France, the United Kingdom, India, and Israel*, Santa Monica, CA, Rand Corporation, 2009.

30. Lire, entre autres, G. P. Gentile, « A Strategy of Tactics: Population Centric COIN and the Army », *Parameters*, vol. 39, n° 3, 2009.

schéma d'emploi des forces. Malgré l'inflation considérable du budget de la défense depuis dix ans, R. Gates a dû prendre des mesures drastiques à l'égard de programmes dont la priorité apparaissait secondaire à l'égard des nouvelles exigences : le *Future Combat System* de l'*US Army*, les achats de *F-22 Raptor* pour l'*Air Force* ou du *DDG-1000* de la *Navy* ont ainsi été « rabotés » du fait des besoins des opérations de contre-insurrection<sup>31</sup>.

### *Une stratégie totale pour une guerre limitée*

En marge de ces considérations opérationnelles ou politiques, la contre-insurrection se trouve confrontée à une aporie stratégique majeure issue de l'inadéquation entre les exigences de la doctrine et le degré d'engagement politique de l'exécutif. Comme David Petraeus le reconnaît lui-même dans la préface du *FM 3-24*, la doctrine américaine baigne dans l'influence de deux figures emblématiques de l'âge d'or de la contre-insurrection : Robert Thompson et David Galula. Or ces derniers, et notamment le second, se placent dans une perspective de guerre totale, justifiée par le contexte de la guerre froide. Les moyens préconisés (quadrillage du territoire au moyen d'effectifs pléthoriques, action psychologique extensive, durée illimitée des opérations, etc.) ne sont en aucun cas ceux d'une guerre limitée. Déjà en Algérie, les partisans de cette doctrine avaient exigé des moyens que les politiques n'étaient pas prêts à concéder au regard des intérêts en jeu – et ce malgré un attachement historique à ce territoire bien supérieur à celui qui nous lie aujourd'hui à l'Afghanistan.

## **Contre-insurrection et cultures stratégiques des armées occidentales**

Suivant ce modèle « total », la doctrine américaine estime par exemple qu'un ratio de 20 à 25 « contre-insurgés » pour 1 000 habitants est nécessaire pour mener une campagne efficace<sup>32</sup>. Or, rapportée à la population afghane, cette recommandation imposerait une force de 580 000 à 725 000 soldats, chiffres extravagants si l'on considère le coût actuel de la guerre, évalué pour l'année 2011 à plus de 118 milliards de dollars, et ce pour 90 000 soldats américains déployés – on en compte 130 000 pour l'ensemble de la coalition<sup>33</sup>. Autant dire que l'application du modèle doctrinal, même dans sa composante la plus modeste, exigerait des efforts budgétaires et des sacrifices financiers incompatibles avec les nécessités d'une guerre qui reste limitée dans ses enjeux.

31. F. Kaplan, « Gates Follows Through. The Pentagon Is Finally Cutting Expensive Weapons Programs It Doesn't Need », *Slate.com*, 6 avril 2009.

32. Department of the Army, *Field Manual No. 3.24 – Counterinsurgency*, Washington, DC, 15 décembre 2006, p. 1.13 (paragr. 1-67).

33. A. Belasco, *The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11*, rapport destiné au Congrès, Congressional Research Service (CRS), mars 2011, disponible à l'adresse suivante : <<http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>>.

Face à un tel déficit capacitaire, les Américains ont développé quasi systématiquement une erreur de parallaxe, en réduisant l'échelle d'analyse. En se focalisant par exemple sur une seule province ou un seul district pour mesurer leur progression, ils faussent l'estimation. Cette méthode, fondée sur une interprétation viciée de la « tache d'huile » de Joseph Gallieni, a pour effet de cacher les déséquilibres au niveau national<sup>34</sup>. Ainsi, lorsque la coalition a porté son effort dans le Helmand et la province de Kandahar, la situation s'est presque immédiatement dégradée dans la région de Kunduz, jusqu'alors réputée calme. Jamais, au pic d'effectifs atteint aujourd'hui, l'OTAN n'a été en mesure de couvrir ne serait-ce que la majorité du territoire. De fait, la logique de contre-insurrection se heurte tous les jours à celle de la guerre limitée, imposée par le politique<sup>35</sup>.

Évaluant à 1 400 milliards de dollars le coût de la guerre contre la terreur depuis le 11 septembre 2001, le rapport du Congrès de mars 2011 décrit les exigences budgétaires de la contre-insurrection. Contrairement aux idées reçues, la phase d'invasion est systématiquement moins chère que celle de contre-insurrection. Dans le cas de l'Irak, les opérations initiales visant à la chute du régime, réparties sur l'année fiscale 2003, reviennent à 53 milliards de dollars, tandis que le *surge* de 2007 atteint la somme de 140 milliards. L'Afghanistan suit la même tendance si l'on considère que les premiers temps de l'opération *Enduring Freedom* n'ont pesé que 20 milliards de dollars, alors que l'on atteint aujourd'hui les 115 milliards dans le cadre de la nouvelle stratégie de D. Petraeus<sup>36</sup>. Il va de soi que, dans le contexte actuel de la crise de la dette et de rigueur budgétaire, de telles dépenses sont difficiles à justifier devant le Congrès. Ce constat explique l'adoption paradoxale à l'automne 2010 d'un calendrier de retrait pour la période 2011-2014 alors même qu'Obama annonçait l'envoi d'un contingent supplémentaire dans le cadre d'un *surge* afghan.

De fait, la contre-insurrection à l'américaine, en se fondant sur le modèle du *surge* irakien, s'est elle-même créée des contraintes paralysantes dans un contexte de guerre limitée. Même si, au plan opérationnel, elle relève bien de la contre-insurrection, au plan stratégique elle est conçue comme une campagne victorieuse, supposée aboutir dans un temps relativement court. Comme l'a montré l'historien Hew Strachan, S. McChrystal – et

34. Pour un bon exemple de ce type d'analyse, voir la réflexion de D. Kilcullen sur la province de Kunar, in *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York, Oxford University Press, 2009.

35. G. Dorronsoro, « Afghanistan: The Impossible Transition », Carnegie Endowment for International Peace, « Carnegie Papers », juin 2011, disponible à l'adresse suivante : <<http://carnegieendowment.org/publications/?fa=view&id=44627>>.

36. Les chiffres sont issus de A. Belasco, *op. cit.*

D. Petraeus à sa suite – ont hissé l'art opératif au niveau stratégique du fait de l'incapacité de l'exécutif civil à assumer une stratégie au sens propre du terme<sup>37</sup>. Le *surge* en soi n'a rien d'une stratégie, c'est un modèle opérationnel intéressant mais spécifique et fort peu reproductible. S'il a fonctionné en Irak grâce au « réveil des sunnites » (*sahwa*) et à la solidité des cadres de l'armée nationale, il ne semble pas viable en Afghanistan, où de tels relais sont toujours absents. En faisant de la contre-insurrection un sprint plus qu'un marathon, la stratégie américaine s'interdit elle-même de prendre son temps, pourtant la denrée la plus précieuse dans une campagne de pacification.

### La fin d'un cycle ?

L'annonce en juin 2011 du retrait prochain de 33 000 soldats américains semble sonner le glas de la contre-insurrection – Obama et son équipe ayant visiblement décidé d'arrêter l'ultime effort, dernière chance offerte à la stratégie de D. Petraeus. L'impasse stratégique où se trouvent aujourd'hui les États occidentaux explique dans une certaine mesure le retour à l'antiterrorisme prôné par beaucoup dans l'Administration Obama, au premier rang desquels le vice-président Joe Biden. Le raid contre Oussama Ben Laden le démontre : plus spectaculaire et moins cher, l'antiterrorisme est mieux adapté aux exigences de la vie politique moderne que la contre-insurrection, longue, dépensière et à l'issue incertaine. Une partie de la « communauté de la contre-insurrection » semble elle-même se détacher du paradigme COIN, en faveur d'une option dite de *counterterrorism plus*<sup>38</sup>. Cette option plutôt optimiste consisterait à conserver le *statu quo* en opérant une rétraction du dispositif allié, autour d'un « ring » central et du nord du pays, avec un important contingent de forces spéciales et un appui aérien renforcé basé à Bagram<sup>39</sup>.

Le remaniement de l'équipe d'Obama sur ces questions incarne bien cette évolution : David Petraeus passe de la tête de la FIAS à celle de la Central Intelligence Agency (CIA), annonçant en quelque sorte que l'Afghanistan pourrait devenir sous peu le théâtre privilégié de l'Agence plus que celui du Pentagone – l'accroissement considérable du nombre de forces spéciales semble indiquer un prochain passage de la contre-insurrection sous les écrans radar du grand public. Inversement, Leon

37. H. Strachan, « Survival or Alibi? Obama, McChrystal and the Operational Level of War », *Survival*, vol. 52, n° 5, 2010, p. 157-182.

38. Citons par exemple l'étude de D. W. Barno et A. M. Exum, *Responsible Transition: Securing US Interests in Afghanistan Beyond 2011*, rapport, Washington, DC, Center for a New American Security (CNAS), 2010.

39. B. Woodward, *Obama's Wars*, New York, Simon & Schuster, 2010.

Panetta, ancien directeur de la CIA, remplace Robert Gates au département de la Défense, ce dernier ayant assuré la continuité stratégique à la tête de l'administration militaire depuis le début de la COIN.

**Afghanistan : *declare victory and run* ?** La tentation est donc aujourd'hui plus forte que jamais pour les Américains d'appliquer le fameux *declare victory and run*, déjà employé en d'autres circonstances au Vietnam. De fait, la mort du chef d'Al-Qaida apparaît à la société américaine comme une victoire stratégique dans la guerre contre le terrorisme. Dès lors, chaque nouveau soldat mort au combat en Afghanistan risque de devenir plus problématique à justifier, et trouble un soutien aux opérations déjà érodé par le temps.

De fait, les stratèges américains se sont depuis quelque temps déjà retournés vers des valeurs sûres, tel l'*offshore balancing*<sup>40</sup>, vieux concept de la théorie réaliste américaine privilégiant une position d'*hegemon* « discret », n'assurant ses intérêts que par des moyens indirects et à distance de sécurité. Il faut bien entendu replacer ces débats autour de la « grande stratégie » dans la perspective des rivalités interservices – l'*Air Force*, la *Navy* et l'aréopage d'industriels qui les soutiennent, ont vécu la contre-insurrection comme des années de vaches maigres et souhaitent aujourd'hui prendre leur revanche sur une *Army* hypertrophiée.

De tels mouvements de balancier sont déjà survenus. La fin de la guerre au Vietnam avait conduit les États-Unis à adopter une attitude similaire, bannissant l'interventionnisme à tout va, conditionnant l'emploi de la force à un soutien inconditionnel de l'opinion face à une menace vitale et immédiate. Les années 1970 et 1980 avaient vu l'appareil de défense américain se recentrer vers le théâtre européen, faisant du « Fulda Gap » l'alpha et l'oméga du dispositif de sécurité. Mais l'absence d'un tel refuge à l'horizon stratégique international pourrait bien poser problème aux forces armées américaines et notamment à l'*Army*, exposée à des coupes drastiques dans ses effectifs comme dans ses budgets.

Par ailleurs, la question reste posée de la viabilité à moyen terme d'un tel dispositif visant à maintenir la sécurité à moindre coût. Il n'est pas certain que la transition, déjà instable en Irak, puisse offrir en Afghanistan « l'intervalle décent » nécessaire pour dissocier l'équipe au pouvoir d'une éventuelle défaite. Le potentiel militaire des Talibans reste fort malgré les pertes, comme en témoigne la vitalité de leur offensive en 2011 ; quant à

40. J. Mearsheimer, « Pull Those Boots Off The Ground », *Newsweek.com*, 31 décembre 2008. Voir aussi R. A. Pape et J. K. Feldman, *Cutting the Fuse: The Explosion of Global Suicide Terrorism and How to Stop It*, Chicago, University of Chicago Press, 2010, p. 334 et suivantes.

leur solidarité avec la cause du djihad international, elle semble sans faille, comme le démontre le dynamisme de la filière pakistanaise et des liens avec des groupes tels que Lashkar-e-Jhangvi ou Jaish-e-Mohammad<sup>41</sup>.

À plus longue échéance, on peut s'interroger sur la manière dont l'Amérique et l'Europe vont gérer les nouveaux pôles d'instabilité et de guerre irrégulière qui semblent émerger au Sahel, en Libye, au Yémen, en Somalie, voire au Mexique. Revenir aujourd'hui à une nouvelle doctrine Weinberger serait confondre la volonté de renoncer à la contre-insurrection avec la possibilité effective de s'en passer. Comme George Shultz l'avait pointé, une doctrine ne se préparant qu'à des *only-fun-wars*<sup>42</sup> ne saurait offrir un outil de défense acceptable pour une politique étrangère. L'« âge d'airain » des guerres irrégulières est peut-être d'ores et déjà inscrit dans l'avenir des États-Unis.



---

#### MOTS CLÉS :

Contre-insurrection  
Doctrines militaires américaines  
Irak  
Afghanistan

---

41. A. Rasheed, *Descent into Chaos: The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, Viking, 2008.

42. G. P. Shultz, *Turmoil and Triumph: My Years as Secretary of State*, New York, Scribner, 1993.

# politique étrangère



**A retourner à** La DILA 23 rue d'Estrées CS 10733 75345 Paris cedex 07

**➔ Acheter un numéro, s'abonner, c'est simple :**

@ **En ligne :**  
www.ladocumentationfrancaise.fr

✉ Sur papier libre  
ou en remplissant  
ce bon de commande  
à retourner à l'adresse ci-dessus.

**➔ Où en est mon abonnement ?**

@ **En ligne :**  
abonnement@ladocumentation  
francaise.fr

☎ Tél 01 40 15 68 60

**➔ Une information, un renseignement ?**

☎ 01 40 15 70 10

## Bulletin d'abonnement et bon de commande

**Je m'abonne à Politique étrangère  
un an, 4 numéros**

	France TTC	DOM-COM et RP* HT	Union Européenne TTC	Autres pays HT
<b>Institutions</b>	115 €	142 €	145 €	149 €
<b>Particuliers</b>	75 €	112,60 €	115 €	115 €
<b>Etudiants**</b>	68 €	68,60 €	70 €	68,60 €

\* RP (Régime particulier) : pays de la zone francophone de l'Afrique (hors Maghreb) et de l'océan Indien  
\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

**Je commande les numéros suivants de Politique étrangère**

Au prix unitaire de **20 €**

.....  
.....

pour un montant de ..... €

participation aux frais d'envoi (sauf abonnement) + 4,95 €

Soit un total de ..... €

**Voici mes coordonnées**

M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>

Nom : ..... Prénom : .....

Profession : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Mél : .....

Ci-joint mon règlement de ..... €

Par chèque bancaire ou postal

à l'ordre de : **Comptable du B.A.P.O.I.A. - DF**

(B.A.P.O.I.A. : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)

Par carte bancaire N°

Date d'expiration :      N° de contrôle      
(indiquez les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Date

Signature

Informatique et libertés : conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Département Marketing de la DILA. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers sauf si vous cochez ici

